

## Tribune - Défendre l'école publique dans le Tarn-et-Garonne : une exigence sociale, pas un slogan

Dans le Tarn-et-Garonne, la question de l'école publique ne peut pas être abordée comme un simple débat d'organisation du système éducatif. Elle doit être posée pour ce qu'elle est réellement : une question sociale majeure, au croisement de la jeunesse, de la pauvreté, de l'emploi et de l'égalité des chances.

### Les faits sont établis et documentés.

Le Tarn-et-Garonne est l'un des départements les plus jeunes d'Occitanie. Selon l'INSEE, 27,94 % de la population a moins de 25 ans, et l'on compte 109 jeunes de moins de 20 ans pour 100 personnes âgées de plus de 65 ans. Autrement dit, **les politiques éducatives ne concernent pas une minorité : elles structurent l'avenir du territoire dans son ensemble.**

Mais cette jeunesse ne grandit pas dans un environnement social neutre. Toujours selon l'INSEE, 16,7 % des ménages vivent sous le seuil de pauvreté dans le département. Ce chiffre atteint 23,0 % lorsque le référent fiscal a moins de 30 ans. Le revenu médian disponible est de 21 520 euros. Ces données ne disent pas tout, mais elles disent l'essentiel : **une part importante de la jeunesse est confrontée à des conditions de vie fragiles, qui pèsent directement sur les trajectoires scolaires.**

Dans ce contexte, l'école publique ne peut pas être pensée comme un service parmi d'autres. Elle est l'un des rares lieux où peuvent encore se construire des parcours d'émancipation relativement indépendants de l'origine sociale.

Les données sur la formation confirment cette tension. Si 94,6 % des 15-17 ans sont scolarisés, ils ne sont plus que 34,9 % entre 18 et 24 ans. Cette rupture statistique marque une bascule : **la sortie du système scolaire est massive et précoce.** Parmi les personnes non scolarisées, 22,1 % n'ont aucun diplôme. Or **le lien entre diplôme et emploi est sans ambiguïté** : le taux de chômage atteint 25 % pour les personnes sans diplôme, contre 5,9 % pour les titulaires d'un bac+5.

Autrement dit, la question scolaire est directement une question d'insertion.

Ce lien est encore renforcé par les données sur l'emploi. Le taux de chômage des 15-24 ans s'élève à 24,8 % dans le Tarn-et-Garonne, soit plus du double du taux global. À l'échelle conjoncturelle, la situation ne s'améliore pas : au troisième trimestre 2025, le nombre de demandeurs d'emploi inscrits à France Travail dans le département augmente à la fois sur le trimestre et sur un an. À l'échelle régionale, la hausse touche particulièrement les jeunes.

Face à ces difficultés, les dispositifs d'accompagnement sont massivement sollicités. La Mission Locale du Tarn-et-Garonne accompagne près de 4 000 jeunes chaque année, et 729 jeunes ont intégré un Contrat d'engagement jeune en 2024. Ces chiffres montrent que **l'accès à l'emploi et à l'autonomie ne va pas de soi pour une partie importante de la jeunesse.**

**L'école se situe au cœur de cet équilibre fragile. Et les constats dressés localement par l'Éducation nationale sont sans ambiguïté.**



Le Directeur académique des services de l'Éducation nationale (DASEN) du Tarn-et-Garonne décrit un département marqué par une situation sociale défavorable (indice de position sociale autour de 99), un fort taux de non-diplômés, un absentéisme précoce et une surreprésentation de la voie professionnelle. Il souligne également un déficit d'orientation vers les filières scientifiques pour les filles.

Les données opérationnelles sont tout aussi éclairantes : nombre de conseils de discipline, nombre d'exclusions annuelles, nombre de courriers de rappel liés à l'absentéisme. Ce qui traduit **des difficultés concrètes, quotidiennes, dans les établissements.**

À cela s'ajoutent des déséquilibres structurels : des écoles très petites, des collèges très chargés, une baisse des effectifs du premier degré malgré la croissance démographique liée à l'attractivité toulousaine. Le territoire est à la fois en expansion et en fragilisation éducative.

Ces éléments ne permettent pas, à eux seuls, de trancher toutes les questions de politique éducative. Mais ils permettent d'établir un diagnostic clair : **les difficultés scolaires, sociales et économiques se cumulent et se renforcent mutuellement.**

**Dans ce contexte, défendre l'école publique n'est pas une posture idéologique. C'est une réponse cohérente à une situation objectivement documentée.**

Car l'école publique remplit des fonctions multiples que peu d'autres institutions peuvent assumer simultanément : elle instruit, bien sûr, mais elle socialise, repère les fragilités, oriente, accompagne, et maintient une présence éducative dans des territoires où les services publics sont parfois les derniers repères collectifs.

Elle est aussi un outil d'aménagement du territoire. Dans un département où les équilibres sont fragiles, la fermeture ou la concentration des établissements n'est pas neutre : elle peut accentuer les inégalités d'accès, renforcer l'isolement et compliquer les parcours.

Enfin, elle est un levier d'égalité. Les données montrent que les inégalités sociales se traduisent très tôt en inégalités scolaires. Sans un service public éducatif solide, ces inégalités ne se réduisent pas : elles s'aggravent.

Dire cela n'est pas exagérer. C'est tirer les conséquences des chiffres disponibles. Dans le Tarn-et-Garonne, une part importante de la jeunesse fait face à la pauvreté, à un accès difficile à l'emploi et à des parcours scolaires fragilisés. Dans ce contexte, **affaiblir l'école publique reviendrait à affaiblir l'un des principaux outils de cohésion sociale du territoire.**

La question n'est donc pas de savoir si l'école publique doit être défendue. **La question est de savoir si l'on accepte, de laisser les inégalités sociales déterminer les trajectoires des jeunes, ou si l'on choisit d'investir réellement dans un système public d'éducation qui permette à chaque enfant de trouver sa place dans un territoire dynamisé par une jeunesse formée et qualifiée.**

**Les données existent. Elles sont publiques, vérifiables, et convergentes. Elles imposent une conclusion simple : dans le Tarn-et-Garonne, renforcer l'école publique est une nécessité.**

